

Le Salasse

Peuple premier du Val d'Aoste

Numéro 144 « élections 2008 »

18 février 2008

Parfait JANS

Courriel: parfait.jans@wanadoo.fr

site Internet : <http://www.jans-aoste.org>

Deux élections : les « politique » et la régionale, Un seul programme : faire avancer notre autonomie. Perspectives pour une Vallée d'Aoste debout !

Au moment où les forces autonomistes élaborent leurs programmes à soumettre aux électeurs lors des prochaines élections, « le Salasse » propose quelques éléments de réflexion dans l'unique but de participer à la vie de notre Région. Nous retenons deux idées qui nous semblent essentielles : le fédéralisme et la francophonie.

« Le Salasse » n° 141 a déjà proposé qu'au cours de la prochaine mandature, le nouveau Conseil régional organise deux grandes manifestations internationales, sur le fédéralisme global et sur la question du bilinguisme. Deux grandes rencontres auxquelles seraient invitées les régions autonomes de tous les pays, pour échanger avec elles nos expériences en particulier dans les domaines politiques, financiers, administratifs et de la défense de la langue d'origine.

A ces deux points essentiels, nous ajoutons une réflexion absolument nécessaire sur la politique de peuplement appliquée depuis un siècle et demi au détriment d'un bon équilibre démographique de notre région ainsi que quelques réflexions sur les futurs candidats.

Parfait JANS

Voici nos propositions :

Le fédéralisme global :

Le fédéralisme doit être à nouveau le centre de nos préoccupations, compte tenu du lâchage dont il a été victime au cours de ces dernières années. Les David que nous sommes, nous les Valdôtains, face au Goliath européen placé sous le signe du libéralisme, auront bien du mal à défendre le fédéralisme, point fondamental de notre autonomie, mais ce combat doit- être mené en dépit des traits négatifs actuels, car nous n'avons pas le droit de céder. Ce n'est qu'en résistant que nous trouverons un jour, sur notre chemin, la fronde qui nous permettra de terrasser le Goliath Euro-libéral et l'obligera à reprendre la voie du fédéralisme seul capable de concilier l'énormité de la machine bureaucratique de Bruxelles avec la bonne administration des communes et des régions bien plus proches des peuples.

Ce combat doit être de tous les instants et coupables seraient ces autonomistes en charge de responsabilités qui omettraient de s'inspirer du fédéralisme dans leur combat quotidien, au point de laisser disparaître leur peuple sous des initiatives insensées des politiciens européens.

En Vallée, nous avons subi ces dernier temps un assaut européen marqué du sceau du libéralisme, concernant les bons d'essence. Voilà bien un exemple pratique démontrant la nuisance de l'Europe libérale. La riposte a été menée rondement et sans tarder par une pétition

lancée par l'Union Valdôtaine. Les bons d'essence ont été défendus et soutenus par cette pétition, mais était-ce suffisant ? Assurément pas. Cette pétition ne citait même pas notre exigence concernant le fédéralisme. Or, c'est bien de cela qu'il s'agissait, car si l'Europe a essayé de mettre en cause les bons d'essence cela tient au fait qu'elle a choisi la voie du libéralisme en absolue contradiction avec le fédéralisme global qui suppose que les applications administratives, les actions et réalisations qui peuvent s'accomplir au niveau communal comme au niveau régional soient absolument du ressort de ces collectivités. Les autorités situées au-dessus de ces territoires n'ont pas à intervenir.

La réaction contre la tentative européenne concernant les bons d'essence, a été juste, mais insuffisamment explicitée comme cela aurait dû l'être. « Le Peuple » a présenté une abondante et très solide argumentation, concernant le bien-fondé des bons d'essence, c'était important et nécessaire de le dire, bravo ! mais les explications ont été faibles et quasi inexistantes concernant la nécessité de défendre le principe du fédéralisme global pourtant inscrit dans l'article premier des statuts de l'Union Valdôtaine.

Ne nous faisons pas d'illusions, la politique européenne très haut perchée à Bruxelles, est l'absolu contraire du fédéralisme. Cela doit être dit et défendu à tout instant. Ce combat sera-t-il difficile ? Oui, si l'on ne retient que la situation actuelle, non, si l'on veut avoir les pieds bien plantés sur notre terre et souhaiter qu'un jour l'Europe adopte enfin le fédéralisme et la subsidiarité à tous les niveaux.

Les bons d'essence ne sont qu'un fruit de la gestion de notre région, l'arbre qui porte ces fruits s'appelle « Autonomie » et quels cultivateurs nous serions, si nous ne nous occupions que des fruits sans nous préoccuper de la santé de cet arbre ! Or, la racine pivot qui tire l'eau et l'alimentation nécessaires de l'arbre au plus profond de notre sol valdôtain, est le fédéralisme global et ce fédéralisme est mal en point. Cette situation met en danger une des constantes essentielles sur lesquelles repose notre autonomie. Un programme autonomiste qui ne se fonderait pas sur le fédéralisme global, ou qui ne ferait que le citer en passant, histoire de se faire valoir sans prendre les dispositions pour que le combat contre le centralisme et le libéralisme soit permanent, serait une faute grave. Un combat nécessaire pour instruire notre jeunesse de cette possibilité d'organiser la société autrement que par le libéralisme trop à la mode en ce moment,

La francophonie : qu'en est-il de ce particularisme que nul n'a osé contester à la Libération, sinon quelques orphelins du régime fasciste ? Il est sur le point de mourir et pourtant, la francophonie est l'unique particularisme qui puisse protéger efficacement notre autonomie. A bien y regarder, seule la francophonie parmi nos principaux particularismes peut encore témoigner en faveur de notre situation administrative et si elle disparaissait, la Vallée d'Aoste ne disparaîtrait par pour autant, certes, mais l'autonomie mourrait assurément.

Entre la nécessité de s'enrichir culturellement avec le bilinguisme et celle de s'appauvrir avec un unilinguisme primaire, se glisse le bon sens. Le Statut spécial doit être respecté et renforcé par la Charte européenne des langues régionales n° 148. Ces obligations doivent connaître une réelle reprise en main, une nouvelle vie, une nouvelle bataille. Ce sera le rôle du prochain Conseil régional qui ne pourra, cette fois, faire mine de s'en occuper tout en laissant couler le ruisseau vers la mare de l'indifférence.

Au cours de cette campagne électorale les électeurs autonomistes devront exiger des candidats qu'ils se prononcent clairement en ce qui concerne le fédéralisme global et la francophonie.

Dans les comices, ces deux questions devront leur être posées et, surtout, elles devront obtenir des réponses intelligibles et précises en évitant l'usage de la « lenga de brengva ».

Le peuplement : Des opposants à notre autonomie prétendent que les valdôtains sont devenus minoritaires sur leur propre sol. C'est faux et humiliant, car cette situation ne dépend pas d'une addition des différentes ethnies, nouvelles ou anciennes, installées dans notre Vallée par l'Etat italien.

La vérité est qu'aucune de ces ethnies prise séparément n'arrive au niveau de la population valdôtaine. Mais là n'est pas le problème, sauf si d'une façon irresponsable certains devaient se croire autorisés à ouvrir un climat de défiance dans notre région ce que ne souhaitent pas les Valdôtains pratiquant la tolérance depuis toujours.

L'Etat italien est responsable de cette situation. Depuis le royaume en passant par la hideuse dictature fasciste, jusqu'à la république issue de la Résistance, tous, à des degrés divers, ont appliqué une honteuse politique entièrement basée sur le **droit du sol**, à la **manière coloniale**. Il faut préciser qu'à aucun moment depuis la Libération et depuis l'accession à l'Autonomie, les responsables valdôtains n'ont élevé une protestation conséquente contre la politique de peuplement et l'application du **droit du sol**. Ils nous les ont laissés subir d'une façon irresponsable.

Personne n'a le souvenir d'une action régionale d'éclat sur cette question primordiale ; personne n'a entendu les protestations d'un mouvement autonomiste contre la poursuite de la politique de peuplement. Peut-être, une déclaration timide ici ou là pourra-t-elle sortir des cartons, mais personne ne pourra présenter un bilan sérieux sur ce point.

Cette situation démontre la haute culpabilité de ces arrivistes qui prétendent « guider » notre peuple tout en se montrant incapables d'actions concrètes autres que celles qui peuvent les servir personnellement. Cela peut être dit aussi, avec regret, pour les dirigeants honnêtes et très attachés à notre région, car sur la question du peuplement, ils ont été largement inopérants, ils ont manqué de clairvoyance et d'esprit de responsabilité.

Heureusement, les Valdôtains demeurent fermement attachés à leur terre ! Une attitude rempart ! laquelle si elle devait ouvrir une brèche, annoncerait, alors, la disparition totale de notre peuple.

Il est pourtant possible d'agir contre l'étouffement du peuple valdôtain en prenant en compte les conventions européennes et internationales (1).

Notre nouveau Conseil Régional à la recherche d'une nouvelle Constitution intérieure ferait bien de prendre connaissance de la solution enfin votée par le Parlement français pour la **Nouvelle Calédonie**, suite à de très importantes manifestations et actions du **Peuple kanak (1988)** (2).

Prendre connaissance, sans copier, car la longue cohabitation des Valdôtains avec les immigrés présente un bilan positif exemplaire qu'il ne convient pas de détruire, mais il est temps de mettre un terme à cette volonté de l'Etat italien de nous dompter à jamais. Pour cela, il faut avoir le courage d'arrêter les comptes en tirant un trait sous l'addition.

Les portes de notre région doivent délibérément demeurer ouvertes, car les Valdôtains sont favorables aux échanges, mais le temps est venu de reconsidérer avec force et calme la politique de peuplement en Vallée.

Il faut redonner un sens au **droit du sang**, non par l'exagération, mais avec notre modération habituelle, en élaborant une politique démographique favorisant les naissances en Vallée ; en offrant à tous les émigrés valdôtains qui ont conservé un lien avec le pays, le droit d'être pris en compte dans les recensements démographiques et leur donner un droit de vote officiel pour les « administratives » c'est-à-dire pour les élections régionales et communales.

Il faut freiner l'application exagérée du **droit du sol**, c'est-à-dire accorder la « cittadinanza » non après six mois de présence en Vallée, mais après un délai bien plus long, dix ans par exemple, et après que le postulant aura fait montre d'une connaissance minimum de l'histoire

et des traditions de notre Vallée. En attendant cette admission parmi le peuple valdôtain, les nouveaux arrivants demeureront attachés à leur région d'origine.

Agir pour redonner à notre peuple toute sa place dans son pays aura toujours plus de mérite que les mesquines manœuvres des éternels putschistes du Palais régional.

(1) Obligations imposées à l'Etat italien par la convention cadre de l'Union européenne pour la protection des minorités nationales, n° 157.

(2) La Nouvelle-Calédonie traitée par la France dans des conditions identiques aux nôtres, vient d'obtenir le vote d'une loi qui distingue entre les gens du cru et les gens importés aux fins de peuplement. (Voir le journal officiel de la République française ou appeler Google sur Internet < Nouvelle-Calédonie – Wikipédia > notamment le chapitre « Démographie – Population et Groupes principaux »).

Les candidats : Notre région autonome souffre d'un vieillissement certain de ses élus qui se croient élus à vie, même si un barrage a été étudié et mis en place par l'Union Valdôtaine. Ce barrage est contourné par la pratique « **Une fois, tu ne me vois plus, une autre fois je réapparais !** ». Cela est très mauvais pour la santé de notre région et l'efficacité de notre Conseil régional. Les six années qui viennent de passer peuvent être considérées comme un échec total. Il est faux de croire que l'expérience d'anciens conseillers contribue à l'efficacité du Conseil régional, non le vieillissement c'est d'abord et avant tout la routine ennemie du dynamisme et porteuse de maladies comme la corruption et le clientélisme.

Lors de la désignation des candidats, l'idée première des sections doit reposer sur l'exigence de faire sortir les sortants, car tous, peu ou prou, ont été de ces combines politiciennes qui ont marqué à jamais le Conseil régional sortant.

Oui, sortez les sortants autonomistes pour élire à leur place des autonomistes jeunes, dynamiques, bien souvent déjà chargés d'une belle expérience au niveau communal, associatif ou économique.

Faire confiance aux forces nouvelles que représentent ces autonomistes est un gage d'une bonne application du fédéralisme global, d'une meilleure approche de la francophonie, d'une démographie prenant en compte les intérêts du peuple valdôtain.

Oui, sortez les sortants et ouvrons les portes à de nouveaux élus qui sauront approcher les questions de notre autonomie avec leur honnêteté et des yeux grands ouverts. Ils sauront mettre un terme aux irrésolutions du passé.

Valdôtains, quoiqu'il advienne de l'union indispensable des forces autonomistes, ne perdez pas le sens du Pays, choisissez les candidats autonomistes les plus honnêtes, les plus aptes à vous proposer une politique faite de dignité et d'attachement à notre terre. Des candidats qui appliqueront un programme qui sorte notre Vallée du clientélisme.